

La protection des travailleurs palestiniens pendant et après le COVID-19

1er mai 2020



A l'occasion du 1^{er} mai, journée des travailleurs.ses, protégeons les droits des travailleurs.ses palestinien.ne.s !

Une coalition de plus de 80 ONG dont la Plateforme Palestine interpellent l'Organisation internationale du travail pour protéger leurs droits, et appellent les citoyen.ne.s du monde entier à signer la pétition ci-dessous.

[Signez la pétition pour défendre les droits et la dignité des travailleurs.ses palestinien.ne.s !](#)

Voir aussi la pétition [en anglais](#) et [en espagnol](#).

A l'attention de :

M. Guy Ryder

Directeur Général de l'OIT

Cher Monsieur Ryder,

Nous, organisations de la société civile, syndicats et citoyens du monde entier, adressons cette lettre ouverte conjointe à l'Organisation internationale du travail (OIT) à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, vous exhortant à prendre des mesures dans le cadre de votre mandat pour protéger les droits, les moyens de subsistance et la dignité des travailleurs palestiniens, hommes et femmes, et de leurs familles pendant et après la pandémie de COVID-19. La Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du

travail a confirmé le rôle essentiel que l'OIT, cent ans après sa création, doit jouer pour la réalisation de « la justice sociale, la démocratie et la promotion d'une paix universelle et durable » (1).

Nous nous félicitons de la récente déclaration de l'OIT appelant les gouvernements du monde entier à prendre des mesures pour prévenir et contrôler la propagation du COVID-19 sur le lieu de travail. Comme l'a souligné l'OIT, « ce n'est qu'en mettant en œuvre des mesures de sécurité et de santé au travail que nous pourrions protéger la vie des travailleurs, de leurs familles et des communautés plus larges, et assurer la continuité du travail et la survie économique » (2). Nous saluons également le Programme de l'OIT « Palestinian Decent Work » comme un effort sérieux pour la réalisation des principes et droits au travail pour les hommes et femmes palestiniennes.

Dans le monde entier, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités liées à la pauvreté, à la discrimination, aux conflits et à l'occupation. En Palestine, la pandémie COVID-19 a mis en évidence le régime israélien de domination raciale institutionnalisée et d'oppression sur l'ensemble du peuple palestinien, ce qui équivaut au crime d'apartheid (3).

Comme le souligne votre dernier rapport de 2019 sur la situation des travailleurs des Territoires arabes occupés, « les Palestiniens eux-mêmes n'ont guère la possibilité d'améliorer leur sort. L'occupation israélienne est étouffante à tous égards, dominant presque tous les aspects de la vie des Palestiniens » (4). Dans l'ensemble du Territoire Palestinien occupé, les autorités d'occupation israéliennes ont continué à cibler sans discernement les moyens de subsistance des Palestiniens pendant la pandémie de COVID-19, notamment par des attaques contre les agriculteurs, les bergers et les pêcheurs dans la bande de Gaza (5).

Avec le COVID-19, la vulnérabilité des travailleurs palestiniens à la pandémie a été aggravée, les autorités d'occupation israéliennes continuant à privilégier les considérations économiques au détriment des droits et de la dignité des travailleurs palestiniens. De fait, au début de l'épidémie, les autorités d'occupation israéliennes ont autorisé environ 60,000 travailleurs Palestiniens employés en Israël de résider temporairement pour une période de maximum deux mois en Israël, demandant aux employeurs israéliens d'assurer un logement, de la nourriture et des conditions sanitaires adéquates pour les travailleurs. Pourtant, des conditions déplorables ont été signalées avec des travailleurs qui dormaient sur les sites de chantier ou dans des serres (6), tandis que des travailleurs palestiniens présentant des symptômes de la grippe ont été jetés aux check-points sans coordination pour assurer leur traitement (7), Israël n'a pas testé les travailleurs palestiniens au COVID-19, ni pris de mesures adéquates pour freiner la propagation de la pandémie dans le Territoire Palestinien occupé, sapant ainsi les efforts de confinement et d'atténuation des risques de l'Autorité palestinienne pour les travailleurs de retour du territoire israélien. Le ministère palestinien de la Santé a constaté que les travailleurs, leurs familles et leurs contacts constituent la majorité des infections au COVID-19 en Cisjordanie (8).

Alors que nous commémorons la Journée internationale des travailleurs et les réalisations en matière de promotion des droits du travail dans le monde entier, les travailleurs palestiniens employés en Israël et dans les colonies israéliennes illégales continuent de subir des conditions de travail désastreuses, reçoivent des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues israéliens et se voient refuser l'accès aux soins de santé et autres avantages, entre autres politiques et pratiques discriminatoires de l'occupation israélienne (9). Le secteur israélien de la construction, en particulier, composé essentiellement de travailleurs palestiniens des deux côtés de la Ligne verte et qui a continué à être considéré comme un « service essentiel » pendant le COVID-19, est l'un des secteurs les plus dangereux pour les accidents du travail, car il manque d'une supervision nécessaire par le gouvernement israélien, dont la responsabilité est d'assurer que les employeurs respectent les droits des Palestiniens (10).

Comme l'a souligné l'OIT, le COVID-19 a révélé la fragilité des économies du monde entier, la pandémie ayant le potentiel « à long terme, d'amplifier considérablement les cycles de pauvreté et d'inégalités » (11). Il est donc plus urgent que jamais de s'attaquer au déni prolongé des droits des Palestiniens comme

étant la cause première de la privation d'un niveau de vie adéquat. Les rapporteurs spéciaux des Nations unies ont notamment rappelé à Israël son obligation de veiller à ce que les Palestiniens reçoivent les services de santé essentiels (12), ont exprimé leurs préoccupations quant au fait qu'Israël entrave les efforts visant à contrôler et atténuer efficacement les risques du COVID-19, et ont appelé à un accès égal aux traitements et aux dépistages sans discrimination (13).

En conséquence, nous, soussignés, vous demandons aujourd'hui, en tant que Directeur général de l'OIT, de :

1. Envoyer une lettre urgente au Ministre du Travail et au Ministre de la Santé en Israël, demandant aux autorités d'occupation israéliennes de fournir d'urgence aux travailleurs palestiniens leurs trois mois de salaire pendant la situation d'urgence, conformément à la législation du travail israélienne ; de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris avec les employeurs, pour garantir la couverture des soins de santé pendant et après l'urgence de COVID-19 ; de fournir aux travailleurs palestiniens qui séjournent en Israël un logement, de l'eau, de la nourriture et des installations sanitaires adéquats, car cela est essentiel pour faire respecter leurs droits et atténuer les risques du COVID-19 parmi les travailleurs et leurs familles à leur retour ;

2. Inviter la 109^e session de la Conférence Internationale du Travail à tenir Israël, puissance occupante, pour responsable de ses violations des droits des travailleurs palestiniens, par une supervision adéquate de la Commission d'experts de la mise en œuvre des recommandations du rapport sur la situation des travailleurs dans les territoires occupés et pour l'application des conventions qu'elle a ratifiées.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre haute considération,

Les organisations signataires

Dans le monde...

1. Asociación Alnakba, Venezuela
2. Asociación Árabe Guatemalteca, Guatemala
3. Asociación Canaán, Venezuela
4. Asociación Comunidad Palestina, Guatemala
5. Asociación Salvadoreña Palestina, El Salvador
6. Association Belgo-Palestinienne (ABP), Belgium
7. Association France-Palestine Solidarité (AFPS), France
8. Assopace Palestina, Italy
9. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), Egypt
10. Centre for Arab Unity Studies, Lebanon
11. Cine Fértil, Argentina
12. Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem (CCPRJ), Palestine
13. CNCD-11.11.11, Belgium
14. Comunidad Colombo-Palestina, Colombia
15. Comunidad Palestina de Chile, Chile
16. Een Andere Joodse Stem (Another Jewish Voice), Belgium
17. Europal Forum, United Kingdom
18. European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP), Belgium
19. European Legal Support Center (ELSC), The Netherlands
20. European Trade Union Network for Justice in Palestine – Steering Committee
21. Fundación Cultural Colombo Palestina, Colombia
22. Habitat International Coalition – Housing and Land Rights Network (HIC-HLRN), Egypt
23. Instituto Brasil Palestina (IBRASPAL), Brazil

24. International Labour Network of Solidarity and Struggles
25. Ireland-Palestine Solidarity Campaign, Ireland
26. Jewish Voice for Peace (JVP), United States
27. Juventud Chileno-Árabe por Palestina de Valdivia, Chile
28. Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), France
29. Mouvement International de la Réconciliation (MIR), France
30. Organización Solidaria con Palestina (OSP-Chile), Chile
31. Palästina Spricht, Koalition für palästinensische Rechte und gegen Rassismus – Palestine Speaks, Coalition for Palestinian Rights and Against Racism, Germany
32. Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom
33. Palestinian National Institute for NGOs (PNIN), Palestine
34. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, France
35. Society of St. Yves – Catholic Center for Human Rights, Palestine
36. The Palestine Institute for Public Diplomacy (PIPD), Palestine
37. Unión Árabe de Cuba, Cuba
38. Unión General de Estudiantes Palestinos (UGEP-Chile), Chile
39. Union Juive Française pour la Paix (UJFP), France
40. Unión Palestina de América Latina (UPAL), El Salvador
41. Union syndicale Solidaires, France
42. Youth Development Association (YDA), Palestine

Le Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC), y compris :

43. Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
44. Al Mezan Center for Human Rights
45. Al-Haq – Law in the Service of Mankind
46. Addameer Association for Human Rights
47. Defense for Children International (DCI) – Palestine
48. Hurriyat – Center for Defense of Liberties and Civil Rights
49. Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC)
50. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR)
51. Ramallah Center for Human Rights Studies (RCHRS)
52. Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office) – Observer Member
53. Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member

Le Palestinian Non-Governmental Organizations Network (PNGO), y compris :

54. Agricultural Development Association (PARC)
55. Al-Awda Center for Childhood and the Youth
56. Alrowwad Cultural and Arts Society
57. An-Najda Society for the Development of Palestinian Women
58. Arab Agronomists Association (AAA)
59. Arab Center for Agricultural Development (ACAD)
60. Burj Al-Luqluq Social Center Society
61. Democracy and Workers' Rights Center (DWRC)
62. Early Childhood Resource Center (ECRC)
63. Health Work Committees (HWC)
64. Human Rights and Democracy Media Center – SHAMS
65. Land Research Center (LRC)
66. Ma'an Development Center
67. Musawa – The Palestinian Center for the Independence of the Judiciary and the Legal Profession

68. Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA)
69. Palestinian Center for Democracy and Conflict Resolution (PCDCR)
70. Palestinian Center for Peace and Democracy (PCPD)
71. Palestinian Family Planning and Protection Association (PFPPA)
72. Palestinian Medical Relief Society (PMRS)
73. Palestinian Women's Development Society (PWDS)
74. Palestinian Working Women Society for Development (PWWSD)
75. Popular Art Centre
76. Psycho-Social Counselling Center for Women (PSCCW)
77. Sareyyet Ramallah
78. Tamer Institute for Community Education
79. Teacher Creativity Center
80. The Palestinian Businesswomen's Association – ASALA
81. Union of Agricultural Work Committees (UAWC)
82. Union of Health Work Committees (UHWC)
83. Union of Palestinian Women's Committees (UPWC)
84. Women's Centre for Legal Aid and Counseling (WCLAC)
85. Women's Studies Centre
86. Young Women's Christian Association (YWCA) – Palestine
87. Young Women's Christian Association (YWCA) – Ramallah



(1) ILO Centenary Declaration for the Future of Work, adopté par la Conférence Internationale du Travail à sa 108^e session à Genève le 21 juin 2019, Préambule.

(2) OIT, "Protect workers both now and after lockdowns ease, says ILO," 28 avril 2020, disponible sur : <https://www.ilo.org/global/about-th...>

(3) Voir notamment Al-Haq, "Israeli Apartheid Undermines Palestinian Right to Health Amidst COVID-19 Pandemic," 7 avril 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16692.html>.

(4) OIT, The situation of workers of the occupied Arab territories, Report of the Director-General, International Labour Conference, 108th Session, 2019, ILC.108/Dg/App, para. 152, disponible sur : <https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions...>

(5) Al-Haq, "Israel's Gross Violations of Human Rights in the Face of COVID-19 (Reporting Period 8 - 29 March 2020)," 3 avril 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16676.html>.

(6) Voir par exemple Lee Yaron and Hagar Shezaf, "For Palestinian Construction Workers in Israel, the

Coronavirus Is Just One More Danger,” Haaretz, 20 mars 2020, disponible sur : <https://www.haaretz.com/israel-news...>

(7) See Akram Al-Waara, “Coronavirus : Palestinian workers left in the lurch as Israel reneges on containment plan,” Middle East Eye, 25 mars 2020, disponible sur : <https://www.middleeasteye.net/news/...>; see also Adam Ragson, “PA accuses Israel of abandoning sick Palestinian worker at West Bank checkpoint,” The Times of Israel, 24 mars 2020, available at : <https://www.timesofisrael.com/pa-ac...>; Wafa, “Israel’s treatment of Palestinian workers is inhumane, says government spokesman,” 24 mars 2020, disponible sur : <http://english.wafa.ps/page.aspx?id...>

(8) Al-Haq, “Civil Society Groups Send Appeal to UN Special Procedures on the Rights and Dignity of Palestinian Workers in Israel during COVID-19,” 15 avril 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16733.html>.

(9) Al-Haq, “Occupied Livelihoods : Palestinians Striving for their Right to Work,” 1^{er} mai 2012, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/6891.html>.

(10) Voir (7).

(11) OIT, “COVID-19 has exposed the fragility of our economies,” 27 mars 2020, disponible sur : <https://www.ilo.org/global/about-th...>

(12) OHCHR, “COVID-19 : Israel has ‘legal duty’ to ensure that Palestinians in OPT receive essential health services – UN expert,” 19 mars 2020, disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents...>

(13) OHCHR, “COVID-19 : Israel must release Palestinian prisoners in vulnerable situation, say UN experts,” 24 avril 2020, disponible sur : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents...>



• Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Qui sommes-nous ? > Les courriers de la Plateforme >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/La-protection-des-travailleurs-palestiniens-pendant-et-apres-le-COVID-19>